

Brochure n° 3026

**Convention collective nationale**

IDCC : 1436. – **SUCRERIES,  
SUCRERIES-DISTILLERIES,  
RAFFINERIES DE SUCRE**  
(5<sup>e</sup> édition. – Janvier 2004)

---

Brochure n° 3030

**Convention collective nationale**

IDCC : 1941. – **INDUSTRIE ET COMMERCE DE GROS  
DES GLACES, SORBETS ET CRÈMES GLACÉES**  
(5<sup>e</sup> édition. – Décembre 2004)

---

Brochure n° 3092

**Convention collective nationale**

IDCC : 504. – **INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**  
(5<sup>e</sup> édition. – Mars 2005)

---

Brochure n° 3101

**Convention collective nationale**

IDCC : 992. – **BOUCHERIE,  
BOUCHERIE-CHARCUTERIE  
ET BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE**  
(Commerce de détail de boucherie)  
(13<sup>e</sup> édition. – Octobre 2003)

---

Brochure n° 3124

**Convention collective nationale**

IDCC : 112. – **INDUSTRIE LAITIÈRE**

**(9<sup>e</sup> édition. – Novembre 2005)**

Brochure n° 3128

**Accords nationaux**

**INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

**(4<sup>e</sup> édition. – Juin 2004 )**

Brochure n° 3178

**Convention collective nationale**

IDCC : 200. – **EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES**

**(5<sup>e</sup> édition. – Février 2005)**

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE  
EN GROS DES VIANDES**

**(8<sup>e</sup> édition. – Septembre 2004)**

**Convention collective nationale**

IDCC : 2410. – **BISCOTTERIES, BISCUITERIES,  
CÉRÉALES PRÊTES À CONSOMMER  
OU À PRÉPARER, CHOCOLATERIES,  
CONFISERIES, ALIMENTS DE L'ENFANCE  
ET DE LA DIÉTÉTIQUE,  
PRÉPARATIONS POUR ENTREMETTS  
ET DESSERTS MÉNAGERS**  
(5<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)

---

**Convention collective nationale**

IDCC : 1987. – **PÂTES ALIMENTAIRES  
SÈCHES  
ET COUSCOUS  
NON PRÉPARÉ**  
(2<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)

---

■ *Journal officiel* du 27 octobre 2005

**Arrêté du 18 octobre 2005 portant extension d'accords et d'avenants à ces accords conclus dans diverses branches des industries alimentaires**

NOR : SOCT0512154A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;

Vu l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;

Vu l'accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;

Vu l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;

Vu l'accord du 7 janvier 2005 relatif au droit individuel à la formation conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;

Vu l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 7 janvier 2005 relatif au droit individuel à la formation ;

Vu l'accord du 20 octobre 2004 désignant l'AGEFAFORIA comme OPCA de la branche ;

Vu l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 20 octobre 2004 désignant l'AGEFAFORIA comme OPCA de la branche ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 28 septembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 22 septembre 2005,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés, compris dans le champ d'application :

- de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation conclu dans diverses branches des industries alimentaires tel que défini par l'avenant du 25 juillet 2005 audit accord,
- de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclu dans diverses branches des industries alimentaires tel que défini par l'avenant du 25 juillet 2005 audit accord,
- de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclus dans diverses branches des industries alimentaires tel que défini par l'avenant du 25 juillet 2005 audit accord,
- l'accord du 20 octobre 2004 désignant l'AGEFAFORIA comme OPCA de la branche, tel que défini par l'avenant du 25 juillet 2005 audit accord, les dispositions de :
  - l'accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;
  - l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005, relatif au champ d'application de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation, conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;
  - l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclu dans diverses branches des industries alimentaires. Le troisième alinéa de l'article 3-7 de l'accord (Finance-

- ment des travaux et frais de fonctionnement de l'observatoire) est étendu sous réserve de l'application des dispositions du 5<sup>e</sup> de l'article R. 964-16-1 du code du travail ;
- l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 6 décembre 2004 relatif à l'observatoire des métiers et des qualifications conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;
  - l'accord du 7 janvier 2005 relatif au droit individuel à la formation conclu dans diverses branches des industries alimentaires, à l'exclusion du septième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> (Salariés bénéficiaires et durée de la formation), comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 933-1 du code du travail. L'article 6 (Dispositions financières) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 951-2 du code du travail ;
  - l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005, relatif au champ d'application de l'accord du 7 janvier 2005 relatif au droit individuel à la formation, conclu dans diverses branches des industries alimentaires ;
  - l'accord du 20 octobre 2004 désignant l'AGEFAFORIA comme OPCA de la branche, à l'exclusion au point 5.1.1 de l'article 5 (Financement d'actions spécifiques) des termes « l'investissement nécessaire à » comme étant contraires à l'article R. 964-4 du travail. Le premier alinéa de l'article 3-1 (Contribution des entreprises employant moins de dix salariés) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article R. 950-1 du code du travail ;
  - l'avenant n° 1 du 25 juillet 2005 relatif au champ d'application de l'accord du 20 octobre 2004 désignant l'AGEFAFORIA comme OPCA de la branche.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords et avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords et avenants.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte des accords et avenants susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n° 2005/12, 2005/16 et 2005/17, disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,50 €.